

NOUVEAU ET INTERESSANT :

Désormais l'émission est diffusée aussi sur les ondes de Radio Fréquence Luynes (RFL 101) chaque jeudi de 19h à 20h et chaque dimanche de 11h à 12h.

NOUS SOUTENIR

Imprimer ce journal gratuit, faire vivre notre site et l'émission, nous coûte plusieurs centaines d'euros chaque année.

Donc n'hésitez pas à nous aider.

Vous pouvez vous aussi nous rejoindre en adhérant aux Amis de Demain le Grand Soir.

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

MAIL (facultatif) :

TEL (facultatif) :

Joindre le coupon réponse avec votre règlement (5 euros/an) :

Les Amis De Demain le Grand Soir

5 rue de La Roumer, St Michel, 37130 Coteaux sur Loire.

Pour celles et ceux qui auraient raté un épisode, nous avons aussi une page facebook qui s'intitule comme suit : edemainlegrandsoir.

POUR NOUS RETROUVER EN LIGNE : DES DOSSIERS, DES VIDEOS, DES EMISSIONS, DE LA MUSIQUE, ETC...

<http://www.demainlegrandsoir.org>

Rédaction : Eric Sionneau, Kévin Coutard, Pascal Noebes, Gérard Bosser, Marianne Ménager.

Corrections : Marianne Ménager, Jean Michel Surget.

Diffusion : Jean Luc Firmin, Dominique Thébaud. **Illustrations :** Yetchem.

Le canard est à votre disposition à Tours dans les bars, restaurants et cinéma suivants : au Buck Mulligan's (37 rue du Grand Marché), Serpent volant (54 rue du Grand-Marché), Le Bergerac (93 rue Colbert), Au Petit Soleil (18 rue du Petit Soleil), Le Caméléon (53 rue du commerce), Scarlett Café (70 rue Colbert), Le Balkanic, 83 rue Colbert, Le Hublot, (14 rue Sébastopol), La Barque (118 rue Colbert), Le 64 (64 rue du Grand-Marché), Le Canadian Café (3 rue des Trois-Ecritoires), Le Court Circuit (16 bis place de la Victoire), Oxford Pub Tours (38 rue Jules Charpentier), Le Loca Vida (2 rue de la Rotisserie).

On le trouve aussi aux Studios (2 rue des Ursulines). A Loches : La mère Lison (23, Grande-Rue). A Blois : Liber-Thés (21 avenue Président Wilson). Le journal est diffusé également aux salarié-e-s de La Poste, d'Orange et de Michelin.

Vous pouvez nous écrire à « Demain Le Grand Soir » Radio Béton, 90, Maginot 37100 Tours ou sur edemainlegrandsoir@gmail.com

N'hésitez pas, si vous avez des infos à faire passer à l'antenne.

Vous pouvez également recevoir le canard chez vous en nous envoyant une enveloppe timbrée libellée à vos noms et adresse, **nous soutenir en envoyant ou en déposant des ramettes de papier** (à Radio Béton) ou en adhérant « Aux Amis de Demain Le Grand Soir », 5 rue de La Roumer St Michel, 37130 Coteaux sur Loire.. (cotisation : 5 euros/an).

L'émission
le mercredi de 19h à 20h
Radio
Béton!
Tours 93.6
Rediffusion
le samedi
de 7h à 8h

**DEMAIN
LE GRAND SOIR**

Le mensuel
N°147
JANVIER
2019

<http://www.demainlegrandsoir.org>

L'ESSENCE A MIS LE FEU

En cette fin d'année 2018, l'annonce de la hausse du prix des carburants a provoqué un soulèvement de Gilets Jaunes digne d'une traînée de poudre.

Les coups de mépris, d'arrogance, et de dénégation ont déclenché l'effervescence des ronds-points.

Quand on réplique à une retraitée, qui ne touche qu'une maigre pension, que «... la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre », quand on rétorque à un demandeur d'emploi « Je traverse la rue, je vous trouve un travail », quand on se targue de renouveler la vaisselle de l'Elysée pour 50 000 € tandis que d'autres n'ont rien à mettre dans leur assiette, quand on change la moquette du faubourg St Honoré pour 300 000 €...

Il y a de quoi se prendre les pieds dans le tapis !

Les logorrhées condescendantes et les déballages de signes d'opulence ne pallient pas la souffrance et l'exaspération. D'ailleurs, en ces temps de bouillonnements populaires et d'affaire Benalla, les déclarations de la présidence se font rares.

Les Gilets Jaunes sont des milliers mais avec le soutien de 70% de la population, ils sont potentiellement des millions. Des millions de personnes oubliées, niées, dédaignées par les puissances et les puissants depuis des décennies. Ils détiennent un brûlot par leur nombre et leur désespérance indubitablement mobilisatrice. Quand on n'a rien, on n'a plus rien à perdre. Parfois même, on se trouve une famille sur les bords d'un rond-point...

Quand on utilise la violence pour répondre à des actions pacifiques, « Manu » militari, on attise les colères. Les compagnies de CRS seraient probablement mieux employées à calmer les ardeurs fascisantes : *liberté, égalité, fraternité ?*

Tant qu'on s'en tient à des discours de « fermeté inéluctable », qu'on entretient l'ambiguïté, et qu'on cultive la paupérisation, tant qu'on ne se méfie pas de l'impact psychologique de l'impôt prélevé à la source, des prochaines « réformes » des retraites, de la fonction publique, de l'assurance chômage...

Il faut savoir qu'on s'expose à...

Un retour de flammes !

M.M

Le mouvement des «gilets jaunes» a provoqué pas mal de questionnements et d'attentisme dans les milieux syndicaux et révolutionnaires. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène.

A son départ, ce mouvement revendiquait farouchement son indépendance, rejetant partis politiques et organisations syndicales. Il le faisait sur les réseaux sociaux (qui sont le moteur de son développement) et aussi physiquement, sur les barrages, sur des calicots se revendiquant du «peuple» et donc refusant aux organisations syndicales la représentation du dit-peuple. On a parlé de «Jacqueries» (1), ces mouvements de révoltes sauvages qui ont ponctué le moyen âge. Or, depuis lors, le monde des opprimés s'est organisé, difficilement d'ailleurs, au sein des organisations syndicales et notamment d'une CGT qui, par l'intermédiaire du mouvement des bourses du travail, créèrent des outils pour que le prolétariat se donne les moyens directs de créer une alternative sociale révolutionnaire.

Il s'agissait donc, dans un premier temps de s'opposer à la hausse du prix des carburants. Avec comme slogan, «la police avec nous» (cher au groupe néo-complotiste d'extrême-droite le «Conseil National de Transition») et comme emblème, le drapeau tricolore doublé d'une marseillaise reprise en boucle (qui fait consensus du «Rassemblement National» aux «Insoumis» des aficionados de Mélenchon). Les drapeaux rouges et les drapeaux noirs, symboles des révoltes populaires de 1830 à nos jours, n'avaient soudainement plus le droit de cité.

Il apparaissait donc difficile à nombre de militant-e-s «classiques» du monde syndical et politique de se retrouver dans un magma où semblait se retrouver petits-patrons, salariés de TPE, artisans, retraités aux accents néo-poujadistes. D'autant que des «dérapages» nombreux se sont produits sur les points de blocages: comportements violents vis-à-vis de ceux/celles qui se désolidarisaient du mouvement, racisme assumé, etc. De plus, les médias et, au départ, les autorités ont décrit les manifestant-e-s comme «des gens biens», qui se disaient eux-mêmes des «non-professionnels de la lutte sociale», faisant entendre ainsi une musique délétère vis-à-vis des supposés «professionnels» de ces mêmes luttes, c'est à dire, principalement, les syndicalistes. Contradictoirement, rejoints par des politiques de droite, les mêmes en étaient à dresser des lauriers aux services d'ordres syndicaux de la CGT qui «savaient tenir leurs troupes»...

Un mouvement qui se politise au fil des jours

Au fil des semaines, le mouvement s'est diversifié dans ses revendications, sa structuration et son mode de fonctionnement. Refusant totalement la délégation de pouvoir, revendiquant la démocratie directe, refusant de déclarer la majorité des manifestations, dénonçant l'instrumentalisation de l'extrême-droite et de leurs amis identitaires. Les violences policières souvent gratuites (comme on a pu le voir à Tours, où les flics locaux en ont fait une spécialité) ont radicalisé de plus en plus de gilets jaunes.

Ce mouvement très démocratique où chacun-e est son propre porte-parole ne peut que faire penser, dans ses fonctionnements, aux préceptes anarchistes d'action politique à la différence que les anarchistes, s'ils se différencient en trois principales tendances (anarchosyndicalistes, communistes libertaires, individualistes), ont un socle idéologique commun, celui de la disparition de l'État remplacé par la libre fédération des communes, c'est-à-dire

Fine analyse de Cosnier, le maire de Château-Renault, dans "La Nouvelle République" du 6 décembre dernier. Commentant les violences engendrées par le mouvement des "gilets jaunes", ce néo-communiste craint "l'anarchie" ! S'il connaissait au moins ce dont il parle ! Bravo "l'insoumis" !

Ce faisant, il copie, trait pour trait, ses prédécesseurs, les stalinien de mai 68 qui n'avaient pas de mots assez durs pour condamner les "agitateurs"...

Décidément, ces politiciens (de gauche comme de droite) ne comprendront jamais rien à cette affaire...

ES

NOTRE RUBRIQUE CULTURELLE !

Pour une fois, nous allons parler théâtre, et théâtre local, social et politique ! Dans notre région, l'association "EnJeux" présente en été, à Loches, et à la fin du mois d'octobre, à Chédigny, des spectacles ludiques et qui nous interpellent. Ecrits par Hadi El Gammal, mis en scène par Christine Smeyster, ils sont joués et chantés par des amateurs très motivés. La "troupe" regroupe des jeunes de 6 à 85 ans qui prennent un immense plaisir à partager ses expériences théâtrales. Pour vous montrer, chers(ères) lecteurs(trices) que les spectacles proposés présentent des thématiques qui nous sont sensibles, je vous livre quelques extraits du "Complot des optimistes", qui nous parle de la sacro-sainte "croissance", des dérives de notre société de surconsommation, et des initiatives de certains d'entre nous pour éviter les catastrophes sociétales et environnementales. C'est la plus récente réalisation de "EnJeux".

Extrait 1, où l'on parle de publicité :

"Parce que le monde est impitoyable, vos chaussures doivent l'être aussi ! Semez vos ennemis et rattrapez vos amis avec Mike !

Extrait 2, de la chanson "Rêve Général :

"Il y a tant à inventer, Tout un monde à réparer, Y'a des combats à mener, Un avenir à rêver.....

Extrait 3, où l'on écoute le prêtre de sainte croissance :

"Heureux les sans-abris, car ils ne paient pas de loyer

"Heureux les mal nourris, car ils ne craignent pas l'obésité

"Heureux les chômeurs, dispensés de travailler

"Heureux les actionnaires et les héritiers

"Heureux les riches, car ils deviendront plus riches !

Suivez les activités d'EnJeux, venez nombreux assister à ses spectacles et vous partagerez, avec nous, un agréable moment.

* : contact@enjeux.com

** : www.theatremaat.com

G.B

QUE S'EST-IL PASSE A TOURS LE 8 DECEMBRE 2018

Malgré ce qui est ressorti médiatiquement il faut dire les choses vraies. La manifestation de Tours s'est déroulée pacifiquement avec une volonté de le rester. Cependant, la préfecture de Tours n'a pas apprécié ce trop de calme et de pacifisme. Vers 16h30, alors que les manifestants occupaient pacifiquement la place de la préfecture en buvant et en écoutant de la musique, dansant dessus pour certains, les forces de l'ordre ont évacué en force la place (peut-être on-t-ils trouvé dangereux et violent que des gens fasse une occupation bon enfant et sans haine).

Cependant, la répression ne s'est pas arrêtée là, car le pacifisme ça ne fait pas d'image à montrer dans les médias, c'est sur la place Jean-Jaurès que se poursuit la répression. Une centaine de gendarmes mobiles, des CRS, et des flics en anti-émeute donnent l'assaut et vidant brutalement une place occupée pacifiquement toujours. Sur cette place, il faut savoir que les forces de l'ordre n'ont eu aucun état d'âme, car elles tiraient aussi des gazes lacrymogènes sur les terrasses des cafés où des non manifestants buvaient tranquillement des cafés ou des bières et autres boissons. Les manifestants reculent très vite dans l'avenue Grammont libérant la place et permettant le rétablissement de la circulation.

Puis, à force de subir la violente répression policière, une résistance se développe, par des jets de bouteille. Les flics poussent toujours les manifestants vers la place de la liberté. Ils n'hésitent pas non plus à tirer à tout va dans les rues adjacentes, où des équipes de secours évacuent des blessés pour les soigner, et ne présentaient pas le moindre danger. Même un couple de médecins n'ayant rien à voir avec la manifestation et s'étant juste arrêté pour aider une jeune femme ayant fait un malaise à cause des gaz lacrymogènes a pris le risque de subir cet abus de pouvoir et de violence.

Mais repousser des manifestants ne suffisait pas à la préfecture de Tours et aux forces de l'ordre: il leur fallait surtout casser, blesser, et interpellé des manifestants. Arrivé vers la place de la Liberté, un escadron de réserve déboule par l'arrière des manifestants, et tire à tout va gaze, grenades et flash-ball. La manifestation réussit in-extremis à s'engouffrer dans une rue perpendiculaire à la zone de tir, puis les manifestants ayant été séparés en plusieurs groupes, c'est la traque aux manifestants qui est engagée par les forces de l'ordre.

Conclusion, pourquoi un tel chaos à Tours? Uniquement parce qu'une manifestation trop pacifique ne plaisait pas au pouvoir public, il fallut faire des images de violence. Sans l'intervention de la police, Tours aurait pu vivre une manifestation calme et sans la moindre violence.

K.C.

la fin d'une société dirigée verticalement pour la remplacer par une société fonctionnant horizontalement, totalement autogérée. Chacune des tendances, employant des tactiques qui lui sont propres pour y arriver.

Les gilets jaunes n'ayant pas ce fameux ciment idéologique, ont vu se côtoyer, au gré des mouvements de cette démocratie directe active, des postulats idéologiques très variés qui ont fait que, en ce qui concerne la journée d'action du premier décembre 2018, y appelaient des néo-fascistes de Marion Maréchal Le Pen aux néo-communistes de Mélenchon, sans parler le l'ultra gauche et de certains secteurs syndicaux.

Néanmoins ce fonctionnement qui semble chaotique à nombre d'observateurs/trices a permis de déstabiliser sévèrement le pouvoir. Impossible pour lui de se «mettre sous la main» un-e porte-parole, impossible de répondre à l'avalanche des revendications (d'inspirations diverses et parfois contradictoires) : hausse des retraites, hausse des revenus, démission de Macron, mise en place d'un référendum, rétablissement de l'ISF, fin de la politique d'austérité, fin du CICE, limitation du salaire à 15000 euros mensuels, augmentation des allocations handicapé, limitation des loyers, fin du «massacre» des services publics (notamment en ruralité), retraites à 60 ans, fin du travail détaché, SMIC à 1300 euros net mensuel, mais aussi renvoi des déboutés du droit d'asile, moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées, suppression de l'assistanat, etc.

L'insupportable mépris du gouvernement vis à vis du moindre de ses opposant-e-s aura été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase d'une révolte qui couvait depuis bien trop longtemps. L'injustice fiscale, péché mignon de la bande à Macron, ne faisant qu'attiser le feu de la révolte sociale.

Parallèlement, on a assisté à une montée en puissance du recours à un ordre fort par les politiques à partir du début décembre. Notons dans ce registre, les déclarations du bouffon socialiste Le Guen sur LCI le premier décembre... Et pourtant, dans de nombreux endroits en France, et notamment à Tours, les témoignages ne cessent d'arriver décrivant le caractère délibéré des violences policières, décrédibilisant une nouvelle fois la parole de nombreux politiques, de gauche comme de droite, qui soulignait le « travail remarquable des forces de maintien de l'ordre ».

Une révolte prévisible et une convergence qui a du mal à se faire

Lorsque je déclarais dans la presse locale (la NR, 37degré), début octobre 2018 : « On va vers le chaos car le truc (Macron) qui devait faire barrage à l'extrême-droite, ça ne marche pas... et ça va péter un jour », « ... beaucoup de gens ne votent plus volontairement parce qu'ils ne croient plus au modèle de la démocratie représentative. On a l'impression qu'on est sur une cocotte minute qui peut exploser. On est actuellement dans un faux calme et la colère est sourde, ce qui n'est d'ailleurs pas forcément mieux. On ne sait pas quand, parce que cela ne se décide pas, mais cette colère peut s'exprimer et sortir et quand ce sera le cas, ce sera certainement de façon radicale », ces commentaires ont été accueillis avec suffisance par plusieurs acteurs politiques locaux. A ce jour, ces messieurs-dames doivent rire jaune...

Dans le numéro 130 de «Demain Le Grand Soir» (juin 2017), il était écrit : «... *Et des contestataires il va y en avoir : regardez le nombre considérable d'abstentionnistes de votes blancs et nuls, de personnes non inscrites sur les listes électorales. Loin d'être majoritaire, ce nouveau président (élu un nouvelle fois par défaut) n'aura que le règne du tonfa pour imposer sa politique anti sociale* ». *C'était, de fait, une évidence.*

La montée en puissance du soutien au mouvement et son caractère revendicatif, lui a redonné un côté plus lisible et des premiers appels aux syndicats venus des gilets jaunes eux-mêmes ont commencé à se diffuser à partir de la fin novembre. La réticence qui était apparue lors des premiers jours n'est plus de mise. Elle demeure néanmoins réelle dans certains appareils syndicaux qui refusent d'être dépossédés de leurs petits prés carrés. C'est notamment le cas des confédérations syndicales FO et CGT qui, entre deux scandales financiers les concernant, sont totalement institutionnalisées et phagocytées par le système. Pour la seule CGT, les plusieurs milliers de détaché-e-s et de salarié-e-s (ayant leurs propres sections syndicales, leurs propres CE) employés par la centrale de Montreuil, font que ce syndicat ne dépassera jamais le respect d'un certain ordre social qui le finance. Les fonds paritaires alloués au fonctionnement des «grandes entreprises» que sont devenues les confédérations syndicales représentatives représentent plusieurs dizaines de millions d'euros par an. Sans cette manne, ces organisations s'effondreraient... Même SUD/SOLIDAIRES bénéficie désormais de cette gangrène financière, de façon marginale certes, mais une marginalité qui se chiffre tout de même à deux millions d'euros par an...

Cette institutionnalisation du syndicalisme explique aisément la méfiance des gilets jaunes à son égard. Et je ne parle même pas des partis politiques et de leur art de récupérer des pompes à fric de l'État...

Finalement, en ce mois de décembre 2018, où le pouvoir est largement délégitimé par l'irruption en masse sur la scène publique de la grande marée des abstentionnistes, la Marseillaise (2) reprise en cœur dans les manifestations en vient à perdre son caractère patriotarde pour renouer avec son essence révolutionnaire, souvenir lointain d'une révolution politique qui «oublia» sur la route la révolution sociale.



BILLET D'(MAUVAISE) HUMEUR

Gilets Jaunes Tourangeaux Saison 1

Episode 1 : samedi 17 novembre 15h30. Je vais place Jean Jaurès faire mon curieux. Un petit groupe de Gilets est là, tranquille, discutant avec les passants. C'est tellement bon enfant que je décide de visiter l'expo sur l'armistice 1918. La fin de la grande Boucherie ne produisit que des monuments d'une laideur absolue, des milliers de veuves et d'orphelins et des expos minables.

Quel grand malheur de perdre la vie pour le capital et l'église !

Episode 2 : samedi 24 novembre 15h. Je retourne voir les Gilets, plus nombreux. Il fait beau, ça échange et ça discute et à 15h30, sans raison valable, les premières lacrymos tombent. Ça court de partout, panique à bord. Des enfants et leurs mamans pleurent sans comprendre. C'est un étrange instant d'une grande cruauté qui annonce la suite de la colère. Je rentre en pleurant, en toussant et en croisant des incrédules.

Episode 3 : samedi 1er décembre 15h. J'aime me faire ma propre opinion, aussi, j'y retourne. A mon grand étonnement, une grande foule fait face aux CRS qui occupent toute la place. Les manifestants font bloc et reculent très peu sous la pluie de lacrymos et de grenades assourdissantes.

Je n'ai jamais vu Tours, la « ronronneuse » comme ça, je suis très ému. C'est beau une foule qui résiste et se révolte. Je rentre à la nuit mais en ville le combat continue.

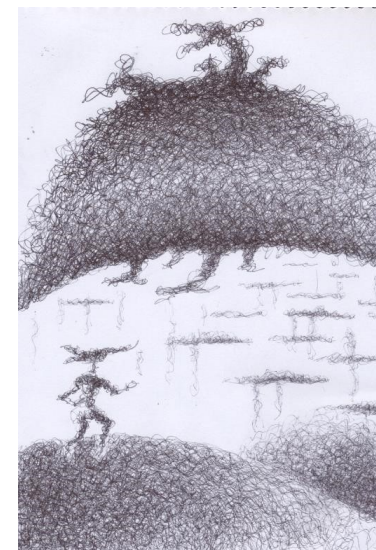
Episode 4 : samedi 8 décembre à la même heure, j'assiste à la jonction des Gilets, assez nombreux avec la manif pour le climat. Pas de police apparente sur place. Pas la même ambiance mais le cœur de la révolte bat encore.

Episode 5 : samedi 15 décembre à 15h30. Il y a 6 Gilets sur place sous une pluie battante, ça discute un peu. Je trouve la situation triste et les Tourangeaux résignés à leur destinée de consommateurs obligés.

Devant le chaos de la détresse sociale, les médias prennent leur ridicule au sérieux, les politiques eux, restent le cœur sec et le crâne vide.

« *Peu de personnes montrent tout d'abord leurs défauts à nu. Généralement chacun tâche de se donner une écorce attrayante.* » **Honoré de Balzac**

P.N.



GILETS BRUNS A LOCHES

Une conférence a été organisée par les gilets jaunes de Loches le 20 décembre dernier, elle accueillait Sylvain Baron. Ce dernier se définit modestement comme un « révolutionnaire consistant et intègre » (sic!). Auteur d'un livre sur le "droit de résistance à l'oppression", il s'est fait connaître depuis septembre 2014 en décrochant une centaine de drapeaux européens de mairies françaises et a même créé une association haddock : "les décrocheurs". Europhobe convaincu auteur d'un manifeste, après avoir été membre de l'UPR (dont il aurait été viré) il est proche des milieux confusionnistes et d'ultra -droite : le Cercle des Volontaires, Étienne Chouard, Soral, etc. A force de « ne pas faire de politique », certain-e-s gilets jaunes se vautrent dans les pires dérives droitières...

ES

FLOREAL CUADRANO



Le précurseur du terme « Commerce équitable » - Le premier Américain anarchiste individualiste non violent, Josiah Warren (1798 - 1874) .

Il quitte la France en 1986, très critique envers les pratiques illégalistes parisiennes de l'après 68 : « Notre prétendu engagement révolutionnaire nous avait conduits, de chicanes narcissiques en querelles logomachiques, à nous muer lentement en politiciens de l'illégalisme, menant un affrontement privé contre le système, incapables de construire, parce que nos combats n'étaient pas généralisables, un embryon d'organisation révolutionnaire susceptible de la moindre extension ... ».

A ce stade, de fortes similitudes existent entre les revendications des gilets jaunes et les revendications syndicales, notamment sur la question des salaires, de justice fiscale et de la répartition des richesses. Il eut fallu que les organisations syndicales se saisissent de l'instant pour se mettre en mouvement. Notons, au passage, que les gilets jaunes ont réussi en partie ce que les syndicats n'ont pas été en capacité de faire : le blocage partiel de l'économie. Plutôt que de s'inscrire dans ce mouvement, les 7 principales centrales syndicales (à l'exception notable de SUD/SOLIDAIRES) ont signé un texte le 6 décembre dernier appelant au calme et « l'ouverture de négociations » avec eux... Bref, les organisations syndicales ont, comme en 1968, joué à plein leur rôle de pompiers sociaux et de « partenaires privilégiés » du système économique en place. En refusant de s'inscrire dans une démarche révolutionnaire, pourtant inscrite dans la charte d'Amiens, le syndicalisme français se coupe, une fois de plus, les ailes.

Un président à la ramasse, une préfète d'Indre-et-Loire au tonfa

« Voici, une vierge sera enceinte, elle enfantera un fils et on lui donnera le nom d'Emmanuel, ce qui signifie Dieu est avec nous... » (La Bible). Ainsi Jupiter est-il bien un Dieu vivant qui vient de se prendre les pieds dans la tapis du réel. Ce banquier arrogant, entouré d'une cour de bénis-oui-oui, pour moitié incompetent-e-s, pour moitié, insolent-e-s aurait passé dix-huit mois à « nous prendre de haut » et à dépenser des milliards en de multiples cadeaux aux riches à tel point que certains d'entre eux, sentant le vent de la révolte monter, en sont venus à déclarer eux-mêmes qu'ils/elles ne comprennent pas pourquoi ont a supprimé l'Impôt sur les Grandes Fortunes qu'ils/elles ne trouvaient pas si « traumatisant » de payer !

En Indre-et-Loire, la question de la violence policière, parfaitement assumée par la préfète, est une nouvelle fois posée. Lors des manifestations contre la loi Travail, les flics locaux c'étaient déjà « lâchés » à plusieurs reprises devant des foules de manifestant-e-s bien tranquilles. Cela avait valu les réactions unanimes de l'intersyndicale 37, à deux reprises, contre « l'usage disproportionné de la force publique » et une entrevue houleuse avec le préfet de l'époque. La doctrine en matière de maintien de l'ordre se veut graduée et, en aucun cas, l'usage de grenades GMD dites de « désencerclement » et GLI-F4 (tout simplement des engins de guerre qui tuent et qui mutilent) ne peut être banalisé comme nous avons pu le constater, une nouvelle fois, dans les rues de Tours. En couvrant ces agissements criminels, la préfète d'Indre-et-Loire commet une faute qui justifie en effet les demandes de démission à son encontre. A ce sujet, un CRS témoigne (de façon anonyme) dans « L'Humanité » : « Je ne me voyais pas taper sur des gens qui n'ont rien fait. L'usage de la force est censé être proportionné. Même si ce terme est subjectif, ça veut dire qu'on n'a pas le droit de tout faire. Or, quand on nous dit de gazer sans sommation des lycéens qui manifestent pacifiquement, c'est un ordre illégal. Dans le mouvement des gilets jaunes, ce ne sont plus des groupes de casseurs bien identifiés qu'on a en face de nous, c'est le peuple : des gens qui ont un réel combat ou même qui se retrouvent en situation de légitime défense face à la police ». Pour éviter de faire « le sale boulot », il se met en arrêt maladie.

Plus grave, le comportement régulier (qui se mesure sur plusieurs années) des flics du commissariat de Tours pose problème. Si certains membres de la BAC ne cachent pas (malgré le devoir de réserve que leur impose leur fonction) leur sympathie pour le « Rassemblement National », la volonté de casser systématiquement du manifestant-e-s de leurs collègues

en uniforme montre, d'une part, une incompétence certaine dans la pratique de leur métier, et un comportement visant à imposer par le terreur un ordre social qui vise à interdire les manifestations en centre ville. Ainsi nos «braves» flics emportés par leur sauvagerie ont été jusqu'à aligner, le 8 décembre, au flashball un journaliste (identifié en tant que tel) qui rentrait tranquillement chez lui, rue Jules Cane, à Tours.

Trop habitués à cogner sans avoir de résistance en face d'eux, ils se sont plaints, «les pauvres», de la riposte de certain-e-s des «émeutiers/tières» lors de la manifestation des premiers et huit décembre derniers. Soutenus par l'ensemble de leurs syndicats, qui comme la préfète, cautionnent ce qui ne peut pas l'être, cela nous donne, une nouvelle fois, les limites du syndicalisme dans cette profession et cela devrait donner à réfléchir les confédérations syndicales qui les accueillent... A mettre en parallèle avec le discours sur une police dite «républicaine» tenu par des gens de gauche bien propre sur eux, comme le communiste Patrick Hallinger gourou du groupuscule «Convergence Services Publics 37» ou bien les condamnations des violences des prétendus «casseurs» par la gauche institutionnelle.

Haro sur l'anarchie !

Durant toute la «crise», les policiers/politiciens, les journalistes, les commentateurs/trices patenté-e-s et même les gilets jaunes se sont tous unis «contre l'anarchie»... Au moins, avaient-ils un dénominateur commun construit autour d'un item fantasmé, entendu comme un abandon total de l'ensemble de la société dans les fanges d'un désordre et d'une violence généralisée. Nourri autour d'une impressionnante ignorance politique mais aussi d'une haine contre les options politiques portées par le mouvement anarchiste, il aura été désigné à dessein contre le monstre à abattre. C'est toujours aussi étonnant de voir ainsi cette hystérie commune du «Rassemblement National» à la «France-dite- Insoumise» vis-à-vis d'un terme que personne ne veut comprendre. Ainsi, les dits anarchistes, dont un certain nombre s'est retrouvé naturellement dans le mouvement, ont rarement été sollicité-e-s par les médias dominants ce qui, finalement, est plutôt un bon signe.

Un mouvement tiraillé par ses diverses tendances

Le 15 décembre, on a vu «fleurir» partout en France et, particulièrement à Tours, une revendication centrale : celle pour la validation du RIC (Référendum d'Initiative Populaire). Cette nouvelle exigence, adoubée par les commentateurs et une bonne partie des politiques avait comme «mérite» de mettre en arrière plan les revendications sociales. Endiguer la dynamique d'un mouvement populaire dans les méandres des processus électoraux est l'idéal pour éteindre «tranquillement» les feux d'un mouvement de révolte. Portée par les réseaux Chouard et ses «gentils virus», cette OPA de l'extrême-droite sur le mouvement aurait pu en décourager plus d'un-e. On a pu voir ainsi un site «collaboratif» local, dont je tairai le nom, dans un long article anonyme (et quelque peu abscons), donner des consignes condescendantes à ses copain/copines (sic!) de s'éloigner de ce mouvement de gueux. Or l'assemblée générale départementale des gilets jaunes, qui s'est tenue à Saint-Pierre-Des Corps, le 17 décembre dernier, a prouvé que les partisans du RIC n'étaient pas aussi hégémoniques que l'on pouvait le penser.

Cependant, ce mouvement subit, en Indre-et-Loire comme ailleurs, un accaparement par quelques individus qui contrôlent l'information (via leurs groupes facebook perso) et qui décident d'eux/elles-mêmes les actions, faisant fi du début d'organisation démocratique qui se met, difficilement, en place.

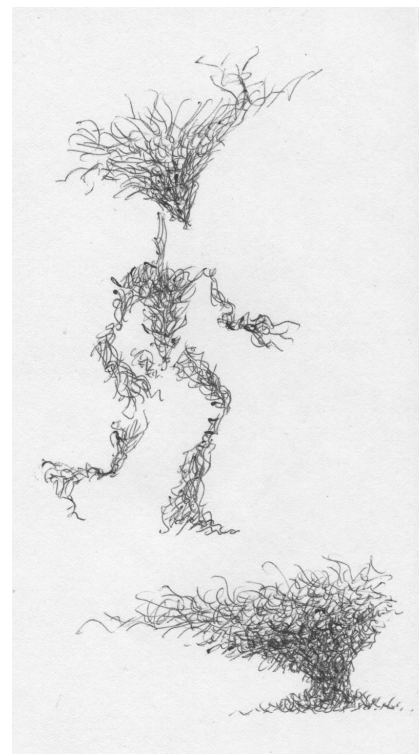
Ces manipulations , appuyées par la préfecture et les médias, posent un problème de fond à un mouvement qui, en perte de dynamique sur cette fin d'année, risque d'éclater en vol dans les semaines à venir.

Reposer la question sociale

Les gilets jaunes ont eu le mérite, après les premiers moments de confusion, de reposer la question sociale avec force dans ce pays et d'actualiser la question d'une convergence des luttes, posée de façon claire par la base. De plus, la pertinence de la démocratie directe, chère aux libertaires, a été mise en lumière. Tout cela s'est fait au prix fort : dix morts, des dizaines de blessé-e-s graves et de mutilé-e-s, des milliers de blessé-e-s et des milliers d'interpellé-e-s. La bourgeoisie a sorti ses griffes pour défendre ses intérêts. Cela souligne l'incurie d'un régime politique qui se survit à lui-même et, en filigrane, la possibilité d'une révolution sociale en France.

ES

(1) : « *En cette même année 1358, en été, les paysans qui habitaient autour de Saint-Leu-d'Esserent et de Clermont-en-Beauvaisis, voyant les maux et les oppressions qui, de toute part, leur étaient infligés sans que leurs seigneurs les en protègent* —au contraire il s'en prenaient à eux comme s'ils étaient leurs ennemis — se révoltèrent contre les nobles de France et prirent les armes. Ils se regroupèrent en une grande multitude, élurent comme capitaine un paysan fort habile, Guillaume Carle, originaire de Mello. » Jean de Venette sur la «Grande Jacquerie».



—au contraire il s'en prenaient à eux comme s'ils étaient leurs ennemis — se révoltèrent contre les nobles de France et prirent les armes. Ils se regroupèrent en une grande multitude, élurent comme capitaine un paysan fort habile, Guillaume Carle, originaire de Mello. » Jean de Venette sur la «Grande Jacquerie».

(2) : les révolutionnaires des clubs, des sections, de l'armée révolutionnaire assurent sa notoriété et sa diffusion et enfin son adoption par la convention le 14 juillet 1795. Elle fut reprise par les révolutionnaires russes en 1917. Vous me direz « *que devient «L'internationale» dans cette affaire ?* ». Ce chant, d'inspiration libertaire a connu bien des vicissitudes. Symbole de la lutte des communards et des luttes ouvrières en général, elle a été souillée par de nombreux régimes autoritaires : l'ex-URSS, la Chine, La Corée du Nord, Cuba, etc.

PS : Cet article est écrit le 23 décembre 2018 Il ne présume pas de la suite du mouvement.